

Avis adopté

Séance plénière du 13 juin 2023

Développement *solidaire* et lutte contre les *inégalités* mondiales :
se donner les moyens d’agir

Déclaration du groupe UNSA

L’UNSA salue le travail sur une thématique qui considère la solidarité entre les pays comme un impératif après une pandémie qui a démontré qu’aucun pays ne peut faire cavalier seul.

L’UNSA partage le constat de l’avis qui s’interroge de façon pertinente sur les moyens de l’APD au regard de l’évolution du contexte géopolitique mais il devrait s’inscrire dans une procédure d’évaluation exhaustive. Cette évaluation a pour objectif de mettre en évidence la diversité des situations, sur le plan géopolitique, démographique, climatique et culturel pour redimensionner les outils d’intervention dont sont dotés les acteurs pour atteindre les ODD intégrés dans les APD.

Pour nous, l’objectif 16 « paix et institutions » n’est pas un objectif comme un autre mais est central dans l’efficacité de toutes politiques d’aide. Or, les puissances autocratiques (la Chine et ses routes de la soie mais aussi la Russie) instrumentalisent l’aide au développement pour renforcer leurs influences géostratégiques et sécuriser leurs chaînes d’approvisionnement en ressources primaires. Sans oublier la complexité des problématiques du développement dans certains pays moins avancés qui ne peut être apporté de l’extérieur, mais qui exige une approche systémique.

D’où la nécessité pour les démocraties, dont la France, porteuses de valeurs universelles, d’adopter une démarche concertée de codéveloppement exigeante avec ces pays, considérant qu’il ne peut y avoir de développement humain durable sans respect de l’état de droit.

Enfin, nous partageons la nécessité de réduction ou d’annulation des dettes des pays les moins avancés. Mais ce n’est pas une fin en soi, il se posera alors la question de l’avenir, en particulier dans la période dans laquelle nous vivons où s’enchaînent des crises diverses : les crises sanitaires, le dérèglement climatique et les crises politiques qui poussent durablement au renchérissement des emprunts, dans tous les pays et de façon inégale.

L’UNSA a voté l’avis.